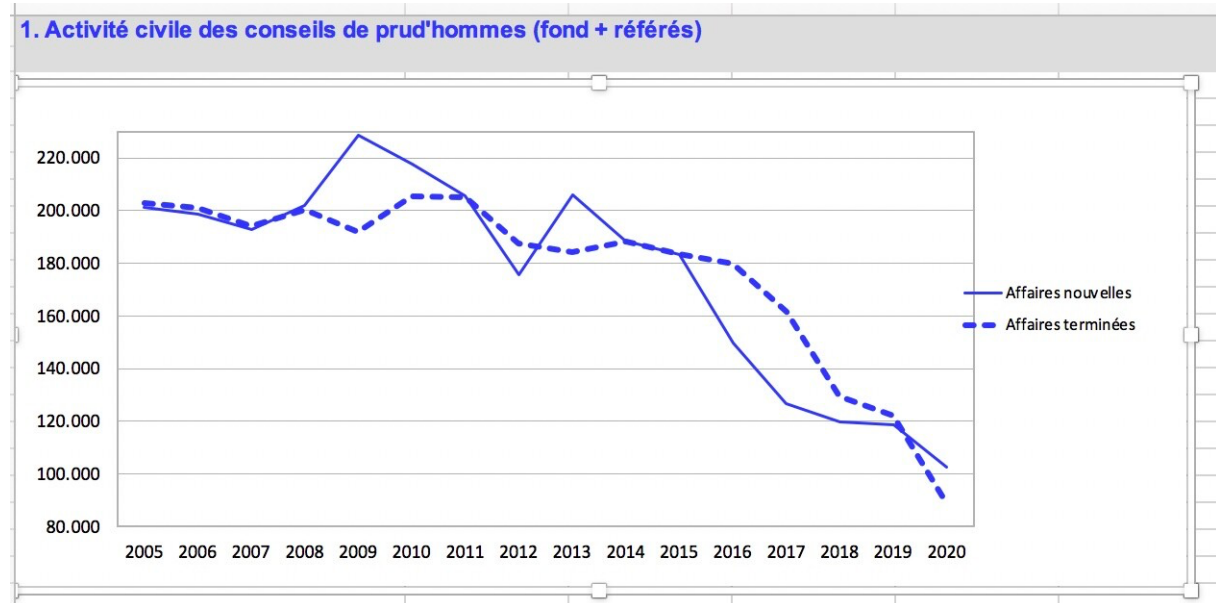
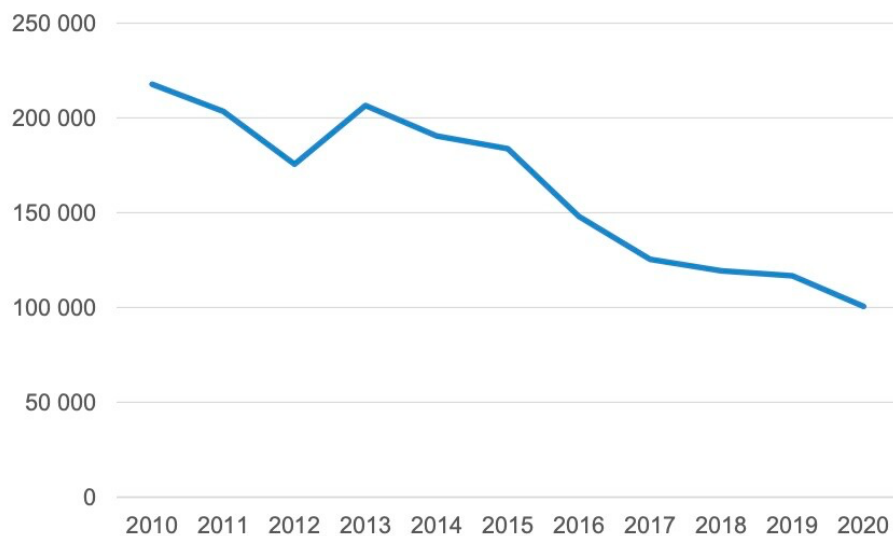


Le Ministère du Travail a publié sur son site les **statistiques 2020 de l'activité du contentieux Prud'homal**.



Graphique 22 – Nombre d'affaires nouvelles (y compris référés)

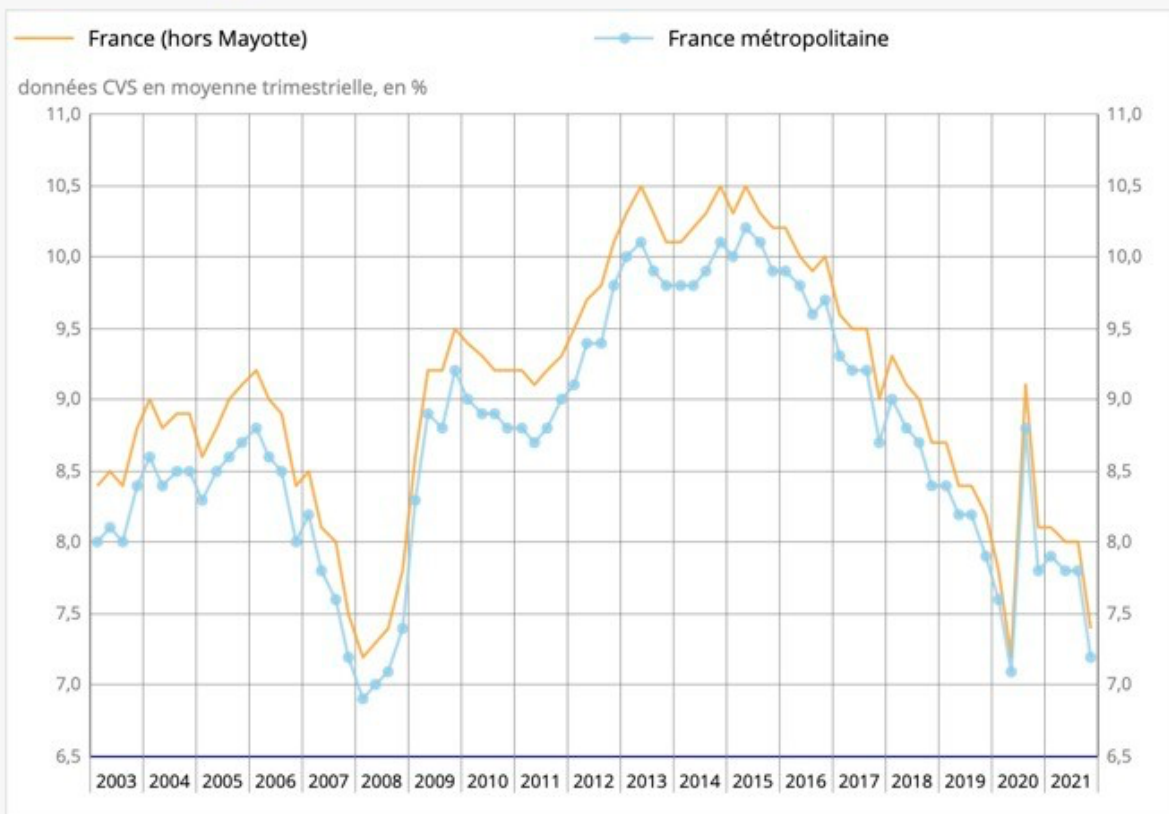


Lecture : en 2010, 217 791 nouveaux recours sont formés devant les CPH.

Source : ministère de la Justice, DACS

Il est intéressant de comparer ce graphique avec celui de la décade du chômage à compter de 2015, tel que publié par l'INSEE .

Taux de chômage au sens du BIT



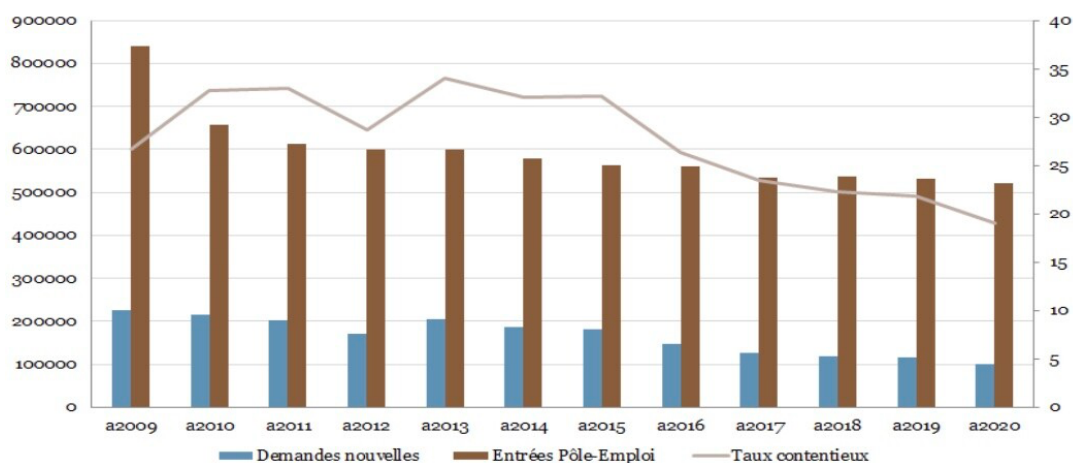
Estimation à +/- 0,3 point près du niveau du taux de chômage et de son évolution d'un trimestre à l'autre.

Champ : personnes de 15 ans ou plus, vivant en logement ordinaire

Source : Insee, enquête Emploi

Dans son [rapport](#) d'évaluation des ordonnances travail de 2017, publié jeudi 16 décembre 2021, France Stratégie, rattaché à Matignon, fait également ce rapprochement:

Graphique 26 – Évolution des inscriptions à Pôle emploi après licenciement, demandes nouvelles et taux de contentieux (axe de droite) de 2009 à 2020



Lecture : en 2020 les inscriptions à Pôle emploi après un licenciement se situent autour de 500 000, dont environ 100 000 sont des demandes nouvelles et le taux de contentieux s'élève à un peu moins de 20 %.

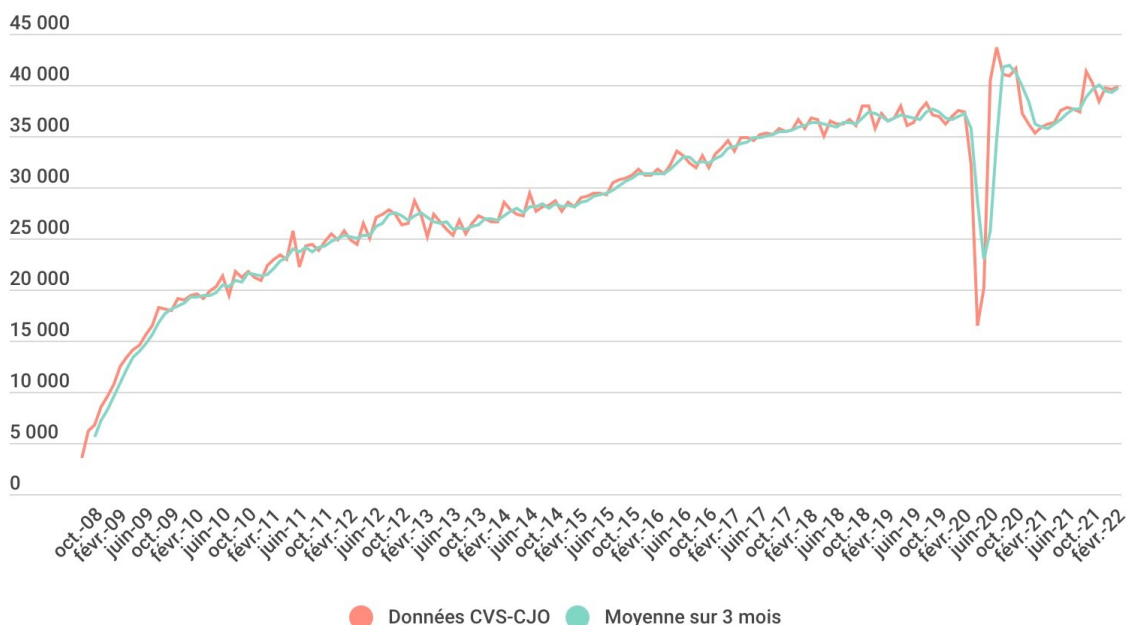
Source : DACS

Entre 2013 et 2020, c'est plus de 50% du contentieux Prud'homal qui a régressé.

	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020
Affaires nouvelles	206.063	188.552	183.282	149.806	126.693	119.669	118.573	102.696
Affaires terminées	184.277	188.265	183.653	179.853	161.643	129.464	122.131	88.389

Ces chiffres peuvent s'expliquer par le nombre grandissant des ruptures conventionnelles :

Nombre mensuel de demandes homologuées de ruptures conventionnelles



Ils le sont également par l'application du Barème Marcon à compter de fin 2017

En 2020, le nombre des affaires nouvelles portées devant les Conseils de Prud'hommes était en **chute de 13 % par rapport à 2019, après une première chute de 15,4% en 2017**

2. Activité des conseils de prud'hommes					
	2016 ^f	2017 ^f	2018 ^f	2019 ^f	2020
Toutes affaires nouvelles	149.806	126.693	119.669	118.573	102.696
Taux d'évolution (en %)	- 2,2	- 15,4	- 5,5	- 0,9	- 13,4
Affaires au fond	122.941	106.537	99.017	98.905	86.971
Taux d'évolution (en %)	- 2,7	- 13,3	- 7,1	- 0,1	- 12,1
Référés⁽¹⁾	26.865	20.156	20.652	19.668	15.725
Taux d'évolution (en %)	- 0,1	- 25,0	2,5	- 4,8	- 20,0
Toutes affaires terminées	179.853	161.643	129.464	122.131	88.389
Taux d'évolution (en %)	+ 3,1	- 10,1	- 19,9	- 5,7	- 27,6
Affaires au fond	152.988	141.487	108.812	102.463	72.664
Taux d'évolution (en %)	+ 3,8	- 7,5	- 23,1	- 5,8	- 29,1
Référés⁽¹⁾	26.865	20.156	20.652	19.668	15.725
Taux d'évolution (en %)	- 0,1	- 25,0	+ 2,5	- 4,8	- 20,0
Délai moyen (en mois)					
Toutes affaires	14,7	15,5	14,6	14,2	15,6
Affaires au fond	17,0	17,4	16,9	16,6	18,3
Référés	2,0	2,1	2,2	2,3	3,1
Stock au 31/12 (hors référés)	181.418	147.104	137.874	134.217	149.394
Evolution du stock	- 9.787	- 34.314	- 9.230	- 3.657	15.177
Age moyen du stock au 31/12 (en mois)	14,9	15,0	15,2	14,9	16,3
Actes de greffe	124.883	122.838	121.231	119.800	95.552
Dépôts de règlements intérieurs et accords d'entreprise effectués	65.953	70.133	72.925	75.418	66.698
Déclarations d'appel enregistrées	48.480	42.085	35.833	31.732	20.731
Autres	10.450	10.620	12.473	12.650	8.123

⁽¹⁾ référés nouveaux = référés terminés

Champ : France métropolitaine et DOM
 Source : Ministère de la justice/SG/SEM/SDSE : Exploitation statistique du Répertoire Général Civil
 Retour au sommaire

La **durée moyenne des affaires reste d'environ 15,4 mois** alors qu'on aurait pu imaginer que la régression du nombre de dossiers aurait accéléré leur issue.

Affaires selon la formation de jugement et leur durée moyenne en 2020					
	Total	Affaires au fond	Référés	Délai des affaires au fond (en mois)	Délai des référés (en mois)
Ensemble	79.213	63.709	15.504	15,4	3,0
Bureau de conciliation et d'orientation	10.493	10.493	so	5,3	/
Bureau du jugement	44.649	44.649	so	17,4	/
Référé	15.234	/	15.234	/	3,0
Départage	8.837	8.567	270	38,4	6,8

unité : affaire

Graphique 24 – Durée moyenne des affaires terminées (y compris référés), en mois



Lecture : en 2020, la durée moyenne des affaires (y compris référés) dépasse les 15 mois.

Source : ministère de la Justice, DACS

Alors que le nombre des affaires nouvelles a diminué, étonnamment, **le nombre d'affaires terminées en 2020 par les Conseil de Prud'hommes a chuté de 28 %**, sous doute lié à la complexité grandissante des dossiers.

Le **taux d'appel** est resté quant à lui stable.

Selon France Stratégie, dans son [rapport](#) d'évaluation des ordonnances travail de 2017:

- "Le rapport "Les affaires prud'homales dans la chaîne judiciaire de 2004 à 2018" (Ministère de la Justice/DACS (2019), Les affaires prud'homales dans la chaîne judiciaire de 2004 à 2018, rapport établi en collaboration avec Evelyne Serverin, juillet, p. 48.) trace **l'évolution de ce taux d'appel**. Après une première période de relative baisse (de 61,5 % en 2004 à 60,8 % en 2018, le taux augmente jusqu'en 2015 pour atteindre 67,2 %. On note ensuite une **baisse importante entre 2016 (65,6 %) et 2017 (59,9 %)**.
- "Le rapport précise que cette baisse était **concomitante d'une modification de la procédure (décret n° 2016-660 du 20 mai 2016)**

prévoyant une représentation obligatoire en appel (par un avocat ou un défenseur syndical) et donc un formalisme plus strict qu'auparavant.

- "Depuis 2017, le taux d'appel ne diminue plus. Il était de **59,7 % en 2018** et **60,1 % en 2019**".

La nature des affaires est restée majoritairement liée aux contestations des licenciements

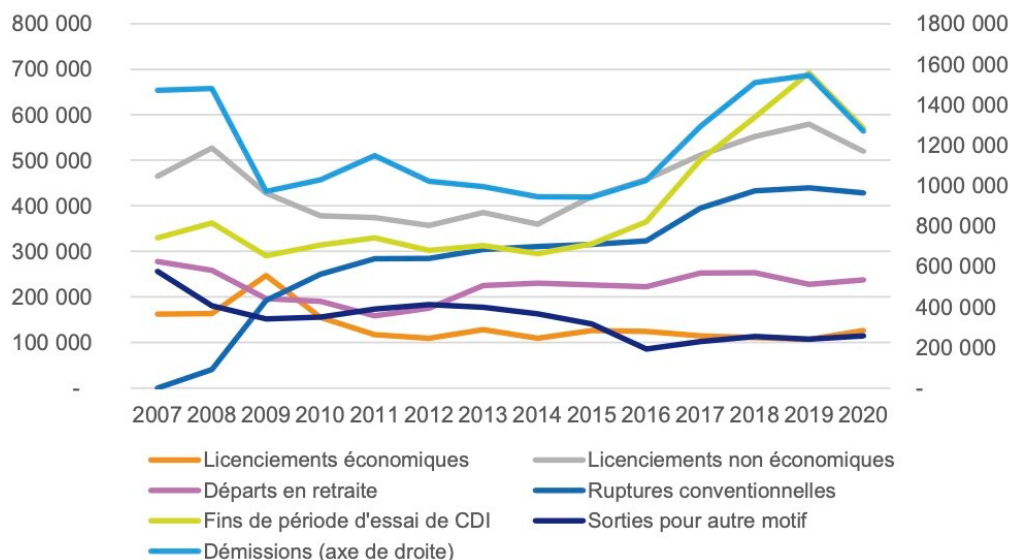
Demandes formées devant les conseils de prud'hommes						
	2016r	2017r	2018r	2019r	2020	
						dont référés
Total	148.226	125.236	118.231	117.242	101.871	15.499
Salariés ordinaires	142.512	120.295	113.864	112.680	98.792	15.140
<i>Demande liée à une rupture de contrat de travail</i>	<i>140.011</i>	<i>118.285</i>	<i>105.858</i>	<i>101.971</i>	<i>88.761</i>	12.549
Contestation du motif de licenciement	120.326	103.367	90.211	85.901	76.055	8.390
<i>Motif personnel</i>	<i>118.824</i>	<i>102.025</i>	<i>88.306</i>	<i>84.556</i>	<i>74.838</i>	8.355
<i>Motif économique</i>	<i>1.502</i>	<i>1.342</i>	<i>1.905</i>	<i>1.345</i>	<i>1.217</i>	35
Pas de contestation du motif de licenciement	19.685	14.918	15.647	16.070	12.706	4.159
<i>Demande non liée à une rupture de contrat</i>	<i>2.501</i>	<i>2.010</i>	<i>8.006</i>	<i>10.709</i>	<i>10.031</i>	2.591
Salariés protégés	134	147	286	295	201	22
Contestation du motif de licenciement	69	83	109	128	86	8
Sans contestation du motif de licenciement	65	64	177	167	115	14
Apprentis	171	179	158	159	112	38
Employeurs	1.939	2.024	924	213	54	48
Demande formée dans le cadre d'une procédure de redressement ou de liquidation judiciaire	3.131	2.413	2.245	2.468	2.026	47
Autres demandes	339	178	754	1.427	686	204

Dans son [rapport](#) , France Stratégie précise que :

- "Les **démissions**, principale forme de rupture de CDI, ont connu une évolution en « U » avec une forte baisse avec la crise de 2009, une quasi-stagnation entre 2009 et 2016, et une forte hausse entre 2016 et 2018. Aujourd'hui elles représentent **42 % des fins de CDI, contre 50 % en 2007.**"
- "(...) les **licenciements "non-économiques"**, dont la part est similaire en 2007 et 2019, soit environ 16 % des fins de CDI.(...) baissent entre 2008 et 2014, de façon prononcée entre 2008 et 2010, puis **augmentent de façon quasi- continue entre 2014 et 2019.**
- "Les **ruptures conventionnelles individuelles (RC)** arrivent ensuite, représentant **12 % des fins de CDI en 2019.** Introduites en 2008, leur nombre croît rapidement pour atteindre trois ans plus tard presque 300 000 (leur part dans les fins de CDI est alors déjà de 11 %), et ce n'est ensuite qu'en 2016 que l'on observe une hausse de nouveau importante et ce jusqu'en 2018"
- "Enfin, **les licenciements économiques**, bien que souvent au centre des préoccupations médiatiques, constituent pourtant un mode de rupture du CDI bien moins fréquent, que cela soit en nombre (autour de 115 000 par an à

partir de 2011), ou en part (de 5,5 % des fins de CDI en 2007 à 3 % en 2019)."

Graphique 20 – Évolution des sorties de CDI, par type de rupture, 2007-2020



Note : le nombre de démissions étant bien supérieur aux autres motifs, il est représenté ici sur l'axe de droite.

Lecture : en 2020, les licenciements non économiques de CDI s'élevaient à près de 520 000, les démissions de CDI dépassent 1,2 million en 2020.

Champ : ensemble des établissements employeurs de France métropolitaine sur le champ privé hors agriculture, intérim et particuliers employeurs.

Source : MMO, Dares, données téléchargées sur le site internet ; calculs des auteurs, C. Signoretto et J. Valentin, dans le cadre des travaux en cours de l'APR 1 (voir annexe 3)

(<https://www.strategie.gouv.fr/sites/strategie.gouv.fr/files/atoms/files/fs-2021-ordonnances-travail-rapport2021-decembre.pdf>)

Sources

- <http://www.justice.gouv.fr/statistiques-10054/activite-des-juridictions-32587.html>
- <https://www.strategie.gouv.fr/sites/strategie.gouv.fr/files/atoms/files/fs-2021-ordonnances-travail-rapport2021-decembre.pdf>